Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MARS 1843.

PROJET DE LOI relatif à une demande de crédit pour assurer le service de surveillance des fabriques de sucre.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS ,

Le nouveau système d'imposition sur les sucres , adopté par la législature , nécessite l'organisation d'un service tout spécial pour la surveillance des fabriques , organisation dont les frais ne peuvent être couverts par les crédits actuels du budget de l'exercice courant.

Comme il importe au Gouvernement d'avoir à sa disposition tous les moyens nécessaires pour assurer l'exécution de la loi , j'ai l'honneur de soumettre à la Chambre un projet tendant à ouvrir au Département des Finances , un crédit supplémentaire de quarante mille francs , qui se rattacherait à l'art. 3 du chap. III du budget, destiné au paiement des dépenses du personnel pour cet exercice.

Le défaut d'éléments précis et positifs pour apprécier dès à présent les besoins du nouveau service, n'a permis de déterminer le chiffre de la dépense que par une évaluation plus ou moins approximative.

Toutefois, le Gouvernement espère pouvoir, au moyen du crédit demandé, suffire à toutes les éventualités.

La nécessité d'aviser immédiatement à l'organisation projetée m'oblige, Messieurs, à prier la Chambre de vouloir hâter l'examen du projet de loi que j'ai l'honneur de lui soumettre et dont l'ajournement aurait pour conséquence d'exposer l'administration à ne pouvoir satisfaire aux exigences du service, et de compromettre ainsi gravement les intérêts du trésor.

Le Ministre des Finances,

SMITS.

PROJET DE LOI.

Leopold,

Roi des Belges,

A tous présents et à venir, salut.

Sur la proposition de notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Le projet de loi dont la teneur suit, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Représentants, par notre Ministre des Finances.

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert, au Ministère des Finances, un crédit supplémentaire de quarante mille francs (fr. 40,000), sous l'art. 3 du chap. III du budget de ce Département, pour l'exercice 1843, aux fins d'assurer le service de surveillance des fabriques de sucre.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1843.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

SMITS.